



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1423

9 janvier 2020

- **Sécurité : Mise en place d'un plan institutionnel entre fin 2019 et début 2020**
- **L'organisation féministe Kay fanm dénonce des cas de viols sur plusieurs routes nationales**
- **Droits humains : Le massacre au quartier du Bel Air, une banalisation du droit à la vie par les autorités étatiques, selon un nouveau rapport du RNDDH**
- **Des dispositions exigées en vue d'une meilleure protection des migrantes et migrants haïtiens**

### >> Sécurité : Mise en place d'un plan institutionnel entre fin 2019 et début 2020

Ce nouveau plan institutionnel de sécurité court du dimanche 15 décembre 2019 au mardi 7 janvier 2020. Il est appelé à supporter l'opération « Toile d'araignée », lancée en novembre 2019, a précisé le porte-parole de l'institution policière, Michel-Ange Louis Jeune. Ce plan de sécurité est constitué d'un volet prévention, qui concerne les périodes des fêtes du mois de décembre 2019. « Des unités spécialisées seront présentes dans les zones difficiles d'accès. La police prévoit également de mener des opérations ciblées », tente de rassurer Michel-Ange Louis Jeune. Les routes nationales, les gares routières, les marchés publics, les banques commerciales, les ports et aéroports, les frontières, les prisons, les entreprises, les édifices publics, entre autres, sont dans le viseur des forces policières. Pour rendre effectif ce nouveau plan de sécurité, la PNH mobilise 5, 472 policières et policiers, rien que pour Port-au-Prince et ses alentours. L'ensemble de ces unités sera à pied d'œuvre pour permettre à la population de vaquer librement à ses occupations. Par ailleurs, du 9 au 15

décembre, la Police a confisqué 361 motos et 22 voitures, 13 pistolets et un fusil de calibre 12. La majorité de ces armes à feu ont été récupérées lors d'échanges de tirs entre des bandits et la police. De plus, 60 personnes ont été interpellées du 2 au 15 décembre. Quant à la tentative d'évasion survenue la semaine dernière à la prison civile de Hinche (département du Plateau central), la police a récupéré un pistolet dans la cellule n°4. Des investigations sont en cours pour connaître la provenance de cette arme. Les otages, dont un inspecteur et un agent de police, ont été libérés. Les autorités déclarent travailler sur la nécessité de répondre aux revendications des détenus à Hinche, qui réclamaient de meilleures conditions de détention. Un policier national a été tué et plusieurs autres blessés lors d'un accident de circulation, le 21 décembre à Torbeck (département du Sud). Le chauffeur d'un véhicule de police avec plusieurs policiers, a mal négocié un virage lors d'une tournée du président Jovenel Moïse dans le Sud.

### >> L'organisation féministe Kay fanm dénonce des cas de viols sur plusieurs routes nationale

Depuis des mois, des bandits armés opèrent sur les routes nationales pour kidnapper des bus et exiger des rançons aux propriétaires. Des passagères se font souvent violées au cours de ces attaques », alerte l'organisation féministe Kay fanm. Le dernier cas enregistré a eu lieu le samedi 14 décembre dans la localité de Valbrune, à proximité de Cavaillon (Sud).

La police de Cavaillon a appréhendé les auteurs de ces actes répréhensibles. Les victimes de ces agressions ont été conduites à l'hôpital pour les soins nécessaires. « Ces actes de violence ne doivent pas être acceptés comme une normalité. Il est du devoir des autorités de prendre les mesures adéquates, pour contrecarrer cette pratique dans le pays et faire en sorte que ces crimes ne restent pas impunis », soutient l'organisme de défense des droits des

femmes. « Il revient à la police d'intervenir pour assurer la sécurité sur les axes routiers, secourir les victimes d'agression, enquêter sur les exactions dénoncées et poursuivre les violeurs avec diligence », insiste Kay fanm. L'organisation féministe renouvelle ses motivations pour lutter contre la domination excessive masculine dans la société haïtienne, et pour

de meilleures conditions de vie humaine sur le territoire national. « Kay fanm reste et demeure mobilisée pour combattre cette masculinité toxique, qui porte certains hommes à considérer le corps des femmes comme un champ de bataille. Refuser et contrer la violence envers les femmes, c'est aussi une manière de lutter pour le changement ».

## >> Droits humains : Le massacre au quartier du Bel Air, une banalisation du droit à la vie par les autorités étatiques, selon un nouveau rapport du RNDDH

Du 4 au 8 novembre, 24 personnes ont été tuées et 5 autres blessées par balles, au Bel Air (quartier de Port-au-Prince qui surplombe au nord-est le Champ de Mars, la principale place publique de la capitale). 28 maisons et 11 véhicules (7 voitures et 4 motos) ont été incendiés et deux maisons ont été criblées de balles. Les 19 novembre et 13 décembre, deux personnes ont été tuées et le 1er décembre, 2 autres personnes blessées par balles, selon un décompte du Réseau. Les événements sanglants survenus au Bel Air, en novembre et décembre, sont inqualifiables, condamne le RNDDH. Il dénonce l'utilisation par l'exécutif politique d'une bande armée dirigée par Jimmy Cherizier, alias « Barbecue », « pour régler ses affaires politiques, comme mettre un terme aux mouvements de protestations anti-gouvernementales dans la zone ». L'organisme fustige l'absence de poursuites judiciaires contre ce « Barbecue », qui tient régulièrement des rencontres avec de haut-placés de la sécurité publique. « Les cadavres des personnes tuées par le gang de Jimmy Cherizier ont été, soit carbonisés, soit emportés. Sa stratégie d'intervention consiste à ne laisser aucune trace de ses actes répréhensibles. Le RNDDH juge inadmissible que, malgré les dénonciations relatives à son implication dans différents massacres, il n'a jamais été interpellé à ce jour ni fait l'objet de poursuites judiciaires ». Des indices clairs et concordants sur le rôle que joue

généralement « Barbecue » dans ces différents massacres, sont fournis à travers des rapports d'enquête de la Direction centrale de la police judiciaire, de l'Inspection générale de la police nationale d'Haïti et de plusieurs organisations de défense des droits humains, rappelle le RNDDH. En plus d'enquêter sur les tueries de novembre et décembre 2019, au Bel Air, l'organisme recommande aux autorités judiciaires et policières d'identifier les agents de l'unité spécialisée dénommée Brigade opérationnelle d'intervention départementale (BOID) ainsi que toutes autres personnes, qui ont pris part à ces massacres dans ce quartier. La RNDDH propose qu'une enquête devrait être ouverte sur l'attaque responsive, enregistrée le 6 novembre à Laborde et à la rue Saint Martin, pour identifier tous les policiers nationaux impliqués et sévir contre tous les agents de la PNH, qui protègent Jimmy Cherizier, et aussi d'identifier toutes les personnalités de la classe politique haïtienne et du secteur privé des affaires, qui sont de connivence avec lui, en vue de les poursuivre conformément à la loi. Le Réseau national de défense des droits humains appelle à poursuivre toutes autorités étatiques, qui, de connivence avec les gangs armés, se rendent responsables des attaques armées perpétrées contre la population, et à intervenir pour ramener le calme à Bel Air et permettre la reprise des activités socioéconomiques.

## >> Des dispositions exigées en vue d'une meilleure protection des migrantes et migrants haïtiens

« Tous les migrants ont droit à une égale protection de tous leurs droits fondamentaux. Ces principes sont consacrés dans le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de 2018 », rappelle l'Observatoire haïtien sur la traite et le trafic de personnes (ObservaLatrata-Haïti), à l'occasion de la journée internationale des migrantes et migrants, le mercredi 18 décembre 2019. Les mauvaises conditions de vie, l'insécurité, l'instabilité politique, un manque d'éducation et de soins de santé contraindraient les Haïtiennes et Haïtiens à migrer vers l'étranger en vue d'un mieux-être, regrette pour sa part, le Collectif Défenseurs Plus, qui demande à l'Etat haïtien de leur fournir un meilleur accompagnement. Constatant un désintérêt de l'Etat haïtien aux différents problèmes liés au phénomène migratoire, comme la traite des enfants et le trafic des citoyennes et citoyens, le Service Jésuite aux migrants/Solidarite fwontalye Haïti (Sjm/Sfw-Haïti) recommande de renforcer les

institutions qui devraient faciliter les Haïtiennes et Haïtiens à obtenir des documents légaux pour voyager. Pour sa part, le Collectif des organisations pour la défense des droits des migrants et rapatriés (Coddemir) [appelle au respect et à la protection des droits des migrantes et migrants haïtiens](#).

### **A lire également :**

- [Crise politique : Nouvelle tentative de dialogue ratée pour Jovenel Moïse...](#)